



Comment ravitailler les villes

extrait de:

1998



LES REVENUS
RURAUX
NON AGRICOLES
DANS LES PAYS
EN
DÉVELOPPEMENT

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE



Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture



Les dénominations choisies ou la présentation des données qui figurent dans cette publication n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant à leurs autorités de tutelle, au tracé de leurs frontières ou de leurs limites. Les expressions pays développés et pays en développement sont utilisées pour faciliter les présentations statistiques et n'expriment pas nécessairement un jugement quant au niveau de développement du pays ou de la région.

Tous droits réservés. Aucune partie de ce document ne peut être reproduite, mise en mémoire dans un système de recherche bibliographique ni transmise sous quelque forme ou par quelque procédé que ce soit: électronique, mécanique, par photocopie ou autres, sans autorisation préalable. Adresser une demande motivée, en indiquant les passages ou illustrations en cause, à:

Editeur en chef

Revue et Collection Aliments dans les villes

Service de la commercialisation et des financements ruraux (AGSM)

FAO

Viale delle Terme di Caracalla

00100 Rome

Italie

Téléphone: (+39) 06 5705 5119

Télécopie: (+39) 06 5705 6850 - 06 5705 4961

Adresse électronique: sadaseries@fao.org

Le contenu de ce volume a été extrait de l'ouvrage de la FAO:

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1998 (pages 61 - 84)

ISBN 92-5-104200-4

Le texte de ce volume est disponible gratuitement au site Web:

www.fao.org/ag/sada.htm

Couverture et mise en page: Franklin Soler

© FAO 1998



Comment ravitailler les villes

extrait de l'ouvrage de la FAO:

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1998



La tâche de nourrir toutes les villes du monde, et ce de façon adéquate, constitue un défi de plus en plus pressant, requérant l'interaction coordonnée des producteurs, des transporteurs, des négociants et des innombrables détaillants. Cette tâche nécessite également des améliorations constantes quant à la qualité des systèmes de transport et de distribution. Enfin et surtout, elle suppose une bonne compréhension, de la part des autorités municipales comme des organismes nationaux et internationaux de développement, des problèmes communs et des solutions possibles pour nourrir durablement les villes.

Jacques Diouf
Directeur-Général de l'OAA

*(La situation mondiale de l'alimentation et
de l'agriculture 1998)*

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Les villes et l'alimentation	1
Tendances démographiques en milieu urbain	1
Les déterminants de la demande alimentaire urbaine	2
Evolution de la sécurité alimentaire dans les villes	2
Les déterminants de l'insécurité alimentaire urbaine	3
Livraison et distribution des aliments en milieu urbain	4
Problèmes du commerce de gros	5
Problèmes du commerce de détail	9
Les coûts élevés et les inefficiences gonflent les prix à la consommation	10
Amélioration de l'efficience de l'approvisionnement et de la distribution dans les villes	11
Construction d'infrastructures pour le commerce de gros et de détail	11
Rôle du secteur privé et nouveaux partenariats	12
Accès au crédit	12
Renforcement des organisations de producteurs en amont	13
Un environnement institutionnel favorable	13
Sensibilisation et modification des attitudes dans le secteur public	13
Notes	15
Encadré: Au marché. Récit fictif d'un citoyen pauvre	6

INTRODUCTION

Par millions, les ruraux vont s'installer en ville, en quête de confort, d'un bon travail et de biens et services introuvables à la campagne. Pôle d'attraction pour les populations, les villes font aussi converger vers elles tout ce qu'il faut pour satisfaire les besoins et les désirs de ces populations, et tout d'abord la nourriture. Dans toutes les villes du tiers monde, on voit de pleines charrettes de produits alimentaires – maïs, salades, sacs de pommes de terre, paniers de fruits – venues de la campagne ou de la banlieue pour approvisionner les citoyens.

Combien de tonnes d'aliments faut-il chaque jour pour nourrir une ville qui compte des dizaines ou des centaines de milliers d'habitants, voire des millions? Pour une ville de 10 millions d'habitants telle que Manille, Le Caire ou Rio de Janeiro, il faut apporter chaque jour 6 000 tonnes de vivres. Cela nécessite une coordination entre les producteurs, les transporteurs, les grossistes et les distributeurs – magasins de détail, vendeurs ambulants ou marchés de plein air. L'administration municipale et les agents privés doivent se concerter pour assurer cette coordination.

A mesure que les villes s'étendent et que leur population augmente, elles ont besoin de systèmes de transport et de distribution de plus en plus vastes et de plus en plus complexes pour faire parvenir la nourriture aux consommateurs: routes, camions, marchés accessibles à tous. Les problèmes d'urbanisme et de gestion des infrastructures sont eux aussi de plus en plus complexes et de

plus en plus coûteux à résoudre. Pour les administrations municipales du monde en développement, c'est le cauchemar: les populations explosent, les équipements matériels ne suivent pas. Une concertation entre les administrations municipales au sujet des problèmes communs et des solutions possibles pour ravitailler les villes, ainsi qu'un appui matériel et technique approprié des institutions nationales et internationales pourront aider à préparer le terrain à des cités viables pour le XXI^e siècle.

LES VILLES ET L'ALIMENTATION

Tendances démographiques en milieu urbain

A l'aube de l'humanité, la population mondiale tout entière était «rurale»; les premiers hommes étaient des nomades ou des pasteurs qui produisaient juste de quoi se nourrir. Ce mode de vie a peu à peu cédé la place à des structures sociales et économiques spécialisées et fondées sur le commerce, dans lesquelles les gens ont avantagé à se grouper dans des agglomérations plus ou moins grandes. La population actuelle de la planète – 5,9 milliards d'habitants¹⁵ – est aujourd'hui répartie presque à égalité entre les villes et la campagne; la population urbaine devrait dépasser la population rurale vers l'an 2005¹⁶. Aujourd'hui, 75 pour cent des habitants du monde développé sont des citoyens contre 38 pour cent dans les pays en développement¹⁷.

La population urbaine est majoritaire en Amérique du Nord et en Europe depuis le milieu du XX^e siècle, en Amé-

rique latine depuis les années 60 et au Proche-Orient depuis 1980. Les ruraux prédominent encore en Asie (65 pour cent de la population totale) et en Afrique (64 pour cent).

Les projections, déjà difficiles au niveau d'un pays tout entier, sont encore plus précaires au niveau d'une unité moins grande, comme une ville. Beaucoup de facteurs peuvent infléchir les tendances qui président à l'urbanisation. Mais la direction générale restera la même: seul le rythme est incertain. Au cours des 20 prochaines années, l'accroissement de la population urbaine mondiale sera concentré à 93 pour cent dans les villes du monde en développement. Certaines de ces villes sont déjà énormes: il existe maintenant plus de 20 mégapoles de plus de 10 millions d'habitants chacune alors qu'il y a 50 ans seule New York pouvait se vanter d'un tel gigantisme. Certaines des plus grandes villes continuent de croître très rapidement: ainsi Dacca (Bangladesh) a aujourd'hui une population de 9 millions d'habitants qui augmente de 5 pour cent par an, soit chaque jour 1 300 bouches à nourrir de plus¹⁸.

La population mondiale augmente, et c'est dans les régions relativement peu urbanisées – Asie et Afrique – que l'expansion démographique est le plus rapide, surtout dans les grandes villes et leur périphérie. La population des grandes villes augmente à raison de 3 pour cent par an en Asie contre 1,4 pour cent pour la population totale, et de 4 pour cent en Afrique contre 2,6 pour cent. Elle augmente aussi relativement vite dans les petites villes; dans certains pays, le taux de croissance y est même plus élevé que dans les grandes conurbations.

Les déterminants de la demande alimentaire urbaine

L'expansion démographique est un important déterminant de la croissance de la demande alimentaire dans les villes. Plus il y a d'habitants, plus la demande alimentaire est grande. D'autres paramètres démographiques jouent aussi: la pyramide des âges et le taux de fécondité. Mais il y a aussi d'importants déterminants non démographiques. L'état de l'économie et son évolution ont d'importants effets tant sur la consommation que sur les disponibilités alimentaires. Le principal déterminant économique est le revenu. A mesure que celui-ci augmente, la consommation s'accroît et se diversifie. Les citoyens pauvres ont en général du mal à acheter des quantités suffisantes de nourriture correspondant à leur goût. Presque toute la nourriture qui est consommée dans les villes doit être achetée et le ravitaillement peut absorber jusqu'à 60 ou 80 pour cent du revenu des ménages pauvres. Selon une étude, les citoyens dépensent en moyenne 30 pour cent de plus pour se nourrir que les ruraux, pour une ration calorique inférieure¹⁹. Certains d'entre eux se procurent une partie de leurs aliments sans passer par la filière commerciale (production propre, troc ou assistance alimentaire).

Evolution de la sécurité alimentaire dans les villes

Il y a insécurité alimentaire quand les gens ne peuvent pas se procurer de quoi satisfaire leurs besoins nutritionnels, que ce soit faute de disponibilités ou faute de moyens. Les statistiques de l'insécurité alimentaire sont souvent très grossières même à l'échelon natio-

nal. Il est donc impossible de localiser nettement l'insécurité alimentaire urbaine et de la comparer avec l'insécurité alimentaire rurale. Un moyen d'évaluer le degré d'insécurité alimentaire dans une ville consiste à examiner l'évolution du taux de paupérisme.

Dans certains cas, la proportion de pauvres est plus élevée dans les zones urbaines que dans les campagnes et, dans les pays déjà très urbanisés, le nombre absolu de pauvres vivant dans les villes augmente. Selon la Banque mondiale, le nombre de citoyens pauvres passera de 400 millions en 1990 à 1 milliard en l'an 2000²⁰. Une étude sur huit pays d'Asie et quatre pays d'Amérique latine montre également qu'une proportion croissante des pauvres vivent en ville. En République de Corée, par exemple, cette proportion était de 80 pour cent en 1990 contre 18 pour cent en 1970, tandis que la proportion de citoyens dans la population totale n'était que de 60 pour cent (contre 54 pour cent en 1970). Au Brésil, au contraire, la proportion des pauvres vivant en ville est passée de 39 pour cent en 1970 à 54 pour cent en 1990 alors que la proportion de citoyens dans la population totale passait de 55 à 75 pour cent²¹. Il peut donc y avoir proportionnellement plus ou moins de pauvres en ville; de toute façon, l'insécurité alimentaire deviendra de plus en plus un problème urbain à mesure que l'Asie et l'Afrique s'urbaniseront.

Les déterminants de l'insécurité alimentaire urbaine

La sécurité alimentaire des pays et des villes peut être fragilisée par de nombreux facteurs: faibles revenus, impos-

sibilité matérielle d'accéder aux vivres, prix relatifs élevés des aliments et conditions météorologiques défavorables qui réduisent pendant un certain temps la production vivrière d'un pays ou d'une région. Ces facteurs peuvent toucher aussi bien les ruraux que les citadins.

D'autres facteurs, d'ordre économique ou physique, touchent particulièrement les citadins ou sont liés aux conditions mêmes de vie dans les villes. Ainsi, ces dernières années, les politiques d'ajustement structurel ont réduit l'emploi, fait disparaître la subvention des aliments et entraîné des dévaluations qui ont fait monter le prix des aliments importés. Les pauvres des villes en ont particulièrement souffert car, comme les citadins doivent acheter l'essentiel des aliments qu'ils consomment, l'accès des ménages à la nourriture est très sensible aux prix. Pendant la période de transformation économique des années 80 et 90, les prix urbains de l'alimentation ont augmenté plus que l'indice général du coût de la vie et que le revenu dans beaucoup de pays étudiés²².

Certains problèmes matériels sont aussi spécifiquement urbains. Par exemple, les consommateurs urbains pauvres qui, contrairement aux ruraux, sont obligés d'acheter l'essentiel de ce dont ils ont besoin, peuvent souffrir du manque de moyens de transport ou de l'éloignement des marchés, de l'hygiène insuffisante et de la contamination des aliments dans des environnements surpeuplés. Même si les aliments sont livrés en ville, ils n'arrivent pas toujours jusqu'aux consommateurs. On estime qu'il y a environ 10 à 30 pour cent de pertes entre la production et la vente au

détail: il y a des pertes à l'exploitation, en cours de transport et de distribution et des produits sont avariés quand ils arrivent à destination; les pertes sont moins grandes quand les produits sont consommés à la campagne.

On prévoit que la superficie urbanisée dans les pays en développement doublera d'ici 10 à 15 ans avec toutes les conséquences que cela implique pour l'environnement, les relations sociales et l'activité commerciale²³. L'expansion des villes est provoquée par la croissance économique et par l'augmentation de la population, qui aujourd'hui tient plutôt à l'accroissement naturel qu'à l'exode rural dans la plupart des pays en développement. Dans beaucoup de villes les terrains manquent, mais dans la plupart des cas un urbanisme prudent et une bonne politique peuvent prévenir les conflits et le surpeuplement.

Pourquoi les conditions si difficiles dans les villes de beaucoup de pays en développement n'ont-elles pas freiné l'exode rural? C'est que la ville présente par ailleurs de nombreux avantages; tout d'abord elle offre l'espoir de meilleures conditions de vie. Celles-ci ne se matérialisent pas immédiatement, peut-être pas avant une ou deux générations, mais cet espoir est une forte motivation pour l'exode rural. En outre, dans tout le monde en développement, les citoyens ont plus de chances de bénéficier de l'eau courante, de services d'assainissement et de soins de santé que les ruraux.

Les urbanistes et les autorités municipales devront veiller avec soin à l'emplacement des marchés de gros et de

détail; aux moyens de transport des marchandises et des personnes et à leur efficacité; au stationnement des camions et des automobiles à proximité des marchés; à l'accès aux services publics et à l'élimination des ordures; et à la disponibilité d'informations précises sur les prix, la quantité et la qualité des aliments, tant pour les acheteurs que pour les vendeurs. Ils devront aussi identifier les poches d'insécurité alimentaire urbaine, déterminer leur importance et élaborer des plans pour les résorber. Tels sont les problèmes auxquels sont confrontées aujourd'hui les autorités locales et nationales pour aménager les villes du XXI^e siècle.

LIVRAISON ET DISTRIBUTION DES ALIMENTS EN MILIEU URBAIN

Avant de parvenir aux consommateurs urbains, les aliments passent par une longue filière dans laquelle interviennent de nombreux acteurs et toute une série de systèmes de commercialisation, de négociation et d'organisation. Il peut être intéressant de comparer les filières traditionnelles d'approvisionnement avec les systèmes modernes de distribution. La technologie, la capitalisation et la clientèle sont différentes.

Le secteur traditionnel comprend le commerce de gros (grossistes, transporteurs, négociants) et le commerce de détail (boutiques, marchés et vendeurs des rues). Le secteur moderne est composé de vastes réseaux verticalement intégrés de distributeurs et d'agro-industries spécialisées dans les produits animaux ainsi que de compagnies commerciales nationales ou internationales. La plupart des acteurs qui interviennent

dans le transport, la commercialisation et la distribution des aliments dans les villes sont des entreprises et des personnes physiques privées. Elles font parvenir les aliments en ville, effectuent toutes les opérations de vente en gros et au détail, négocient les prix et veillent à ce que l'offre soit suffisante pour satisfaire la demande. Le rôle du secteur public dans l'approvisionnement et la distribution varie d'un pays à l'autre, mais il tend partout à diminuer sous l'effet de la privatisation. De plus en plus, il se limite à la mise en place des infrastructures: routes, entrepôts, halles et marchés. Parfois, le secteur public fournit du crédit pour des activités spécifiques.

Des pénuries d'aliments peuvent se produire dans les villes pour des raisons très différentes; les plus courantes sont les chocs du côté de l'offre de produits agricoles ou les crises dues à des troubles civils ou des guerres qui interrompent la production vivrière ou les filières de livraison. En temps normal, les systèmes de commercialisation et de distribution des villes sont capables d'assurer régulièrement et ponctuellement l'approvisionnement de la population. Toutefois les défaillances et les interruptions de service sont fréquentes dans beaucoup de villes du monde en développement. Même si leurs effets sont localisés ou temporaires, les pauvres sont ceux qui en souffrent le plus parce qu'ils doivent perdre plus de temps pour s'approvisionner et que la nourriture leur coûte plus cher.

Problèmes du commerce de gros

Les problèmes de l'approvisionnement des villes sont connus depuis des

années²⁴. La plus grande partie des aliments qu'achètent les consommateurs urbains passent d'abord par un grossiste, qui les livre aux détaillants après les avoir achetés aux producteurs ou à des négociants. Dans bien des villes du monde en développement, les marchés de gros sont mal entretenus ou mal gérés, surannés et trop petits pour approvisionner une population qui ne cesse d'augmenter. Les problèmes sont très divers: manque de coordination entre les grossistes, prix très différents selon les quartiers et manque d'information systématique, manque de place et souvent d'hygiène dans les locaux commerciaux.

La situation est particulièrement inquiétante dans les villes où l'infrastructure est insuffisante comme c'est souvent le cas en Afrique²⁵. Les marchés de gros africains ne sont souvent que des groupements spontanés de grossistes dispersés dans toute la ville sans infrastructures matérielles. Il y a parfois des concentrations de grossistes à proximité ou même à l'intérieur des gros marchés centraux de détail, ou des centres de déchargement des camions à l'entrée des villes ou dans des espaces urbains découverts qui servent de lieux d'entreposage. A Dakar, les deux grandes halles aux fruits et légumes – Thiaroyé Gare et Syndicat – sont situées là même où les divers produits sont vendus au détail. Environ 400 000 tonnes de vivres passent annuellement par ces espaces; la plupart des opérations se font directement sur la route à proximité des marchés. On trouve des arrangements du même genre à Abidjan, Lagos et Accra. Dans beaucoup de pays d'Asie et

AU MARCHÉ

Récit fictif d'un citoyen pauvre

Maintenant que j'habite en ville, il faut que j'achète de quoi manger. Comme je n'ai pas beaucoup d'argent, je suis bien obligé d'acheter chaque jour ce que je trouve de moins cher. De la viande? Peut-être une fois par semaine, en ragoût.

Parfois, je n'ai pas assez d'argent pour nourrir ma famille. Ils doivent se débrouiller comme ils peuvent. J'achète quelque chose dans la rue ou je vais voir un cousin qui a du travail et qui rentre manger chez lui. Il ne refusera pas de m'inviter à sa table.

Tout le monde me dit de donner de la salade et des légumes à mes enfants, mais je n'ai pas de quoi en acheter.

Si j'avais assez d'argent pour acheter un réfrigérateur, je pourrais économiser en achetant par grandes quantités et je pourrais conserver de la nourriture fraîche ou déjà préparée sans être obligé de tout manger tout de suite. L'ennui c'est que mes parents et mes amis qui viennent souvent me voir mangeraient mes provisions.

Si je veux acheter du poisson, de la viande, des fruits ou des légumes, il faut que j'aille au marché très tôt le matin, avant qu'il ne fasse chaud et que des milliers de mouches ne se soient abattues sur la nourriture.

J'aime bien aller au marché central. J'y rencontre des tas de gens. La nourriture y coûte souvent moins cher. Mais le marché pue comme un égout, il y a des mouches partout, et les fruits et légumes sont parfois pourris. J'aimerais pouvoir acheter de quoi nourrir ma famille dans un endroit plus propre, mais où aller?

Je me suis presque battu avec un marchand qui essayait de me frauder sur le poids du riz. Je sais bien qu'ils font tous la même chose mais celui-là exagérait vraiment. L'autre jour, j'ai acheté un paquet de biscuits. Quand j'ai mordu dedans, je me suis senti mal. J'ai regardé la date

N A T U R E D U P R O B L È M E :

Consommation limitée par la faiblesse des revenus

Les vendeurs des rues permettent de se nourrir à peu de frais. Les obligations de la famille élargie coûtent cher aux ménages

Manque de micronutriments, surtout pour les enfants

Les aliments coûtent plus cher aux pauvres parce que ceux-ci ne peuvent pas profiter des prix plus avantageux des produits achetés en quantité

Les aliments vendus sur les marchés sont à l'origine de problèmes sanitaires

Mauvais entretien des marchés

Fraudes commerciales et manque de pouvoir des consommateurs

AU MARCHÉ (suite)

Récit fictif d'un citoyen pauvre

de péremption: elle était passée depuis deux ans! Et nous n'avons aucun recours; si nous nous plaignons, personne ne nous écoute.

Le marché est toujours plein de monde. Quand quelqu'un ressent un besoin naturel, il va se cacher derrière un mur ou une pile de caisses. Cela m'arrive à moi aussi car il n'y a pas de toilettes. Je me demande toujours si les gens se lavent les mains avant de toucher à nouveau la nourriture.

Si je veux avoir plus le choix et trouver des produits de meilleure qualité, je vais directement à l'abattoir ou à la halle aux poissons ou au marché spécial près des potagers. S'il y avait un marché ou un magasin avec un équipement frigorifique près de chez moi, je n'aurais pas besoin de dépenser de l'argent pour l'autobus.

Le marché où j'allais faire mes courses a brûlé la semaine dernière. Maintenant je dois traverser toute la ville pour aller dans un autre marché, où ils en ont profité pour augmenter leurs prix. En plus, cela me coûte de l'argent et me fait perdre du temps.

Il y avait autrefois au marché une vieille dame qui connaissait des tas de recettes pour préparer et conserver les produits périssables et qui savait ce qui était bon. Elle avait beaucoup de clients. Elle m'a appris à expérimenter de nouveaux plats et à varier le régime de mes enfants tout en économisant beaucoup d'argent sur la nourriture. Malheureusement elle a disparu.

Certains jours, nous préparons nos plats traditionnels. Nous tenons à conserver les traditions de chez nous. Pour ces plats, il faut des ingrédients qu'on ne trouve pas facilement dans la capitale. Je suis obligé de faire le tour des marchés pour les trouver tous.

NATURE DU PROBLÈME :

Mauvaise hygiène des marchés

Mauvaise distribution au niveau du détail, ce qui accroît les coûts pour les consommateurs

La mauvaise organisation des marchés provoque des accidents et les consommateurs pauvres en souffrent plus que les autres

Les commerçants privés pourraient donner des conseils utiles aux consommateurs

La mauvaise distribution empêche de conserver des modes de consommation traditionnels parfois plus sains

d'Amérique latine, les halles et marchés de gros ne se sont pas développés aussi vite que les populations urbaines et les flux de marchandises, de sorte qu'ils sont plus que saturés. Les entrepôts sont pleins à craquer, les systèmes de réfrigération ne suffisent plus, les aliments se conservent mal, les parcs de stationnement et les espaces de chargement et de déchargement sont encombrés et l'hygiène et la sécurité laissent à désirer. Tout cela cause d'importantes pertes de produits alimentaires, dont le coût est transmis aux consommateurs. Les halles sont souvent restées au centre des villes, là où elles avaient été créées quand l'agglomération était moins grande. Piétons et poids lourds causent des encombrements inextricables et l'environnement est pollué par les déchets et les eaux usées.

Dans de nombreux pays, notamment en Afrique, les marchés ont été libéralisés et les monopoles de commercialisation des céréales ont été remplacés par une multitude de petits marchands de gros et de détail. Les marchés, qui déjà ne suffisaient pas pour la commercialisation des produits horticoles, sont de plus en plus utilisés pour les céréales alors qu'ils ne sont pas équipés pour cela et que la place manque: les céréales sont entassées en plein air et les pertes atteignent des niveaux inacceptables.

De nouvelles halles ont été construites dans beaucoup de villes champignons pendant les années 80 pour résoudre les problèmes décrits ci-dessus. Au Mexique et Buenos Aires, la commercialisation des produits alimentaires et la circulation ont été améliorées (meil-

leure qualité des produits, qui arrivent en meilleur état, information sur les prix, etc.). Mais les nouveaux marchés de gros et de détail ne sont pas toujours des réussites, faute d'être adaptés aux besoins des grossistes et aussi faute de coordination entre ceux-ci et le secteur public. Les marchands refusent de les utiliser et certains restent vides. Cela s'explique parfois par leur emplacement mal commode, loin des pôles d'activité. Ainsi à Buenos Aires, une nouvelle halle aux fruits et légumes située loin du centre a fait naître toute une nouvelle strate d'intermédiaires transportant les marchandises entre les grossistes et les boutiques traditionnelles. Les détaillants ne peuvent pas payer les frais de transport et n'ont pas assez de capital pour acheter de grandes quantités afin de réduire le nombre de voyages jusqu'aux halles.

Les grossistes les plus importants peuvent refuser de déménager de crainte de perdre la position dominante qu'ils ont conquise au cours des années dans la configuration antérieure du marché et les loyers exigés dans les nouvelles halles peuvent être trop chers pour les petits opérateurs.

Des halles bien conçues et bien situées ne suffisent pas pour résoudre tous les problèmes du commerce de gros dans les villes. Il n'est pas rare que quelques grossistes importants jouissent d'une position d'oligopole qui leur permet d'exiger des prix arbitraires. Comme ils sont souvent les créanciers de leurs clients, qui manquent de capital d'exploitation, ils peuvent imposer à chacun des conditions différentes, d'où un manque de transparence, des relations

d'exploitation et des inefficiences du marché.

La gestion des halles, qui généralement relève des autorités municipales et d'organismes publics, peut poser des problèmes particuliers. Les administrateurs, pas toujours bien formés, n'ont pas de bonnes communications avec leurs contreparties dans les autres quartiers ni avec les filières par lesquelles transitent les produits en provenance des zones de production périurbaines ou rurales. En général, ils ne parviennent pas à atteindre les niveaux d'efficacité qui caractérisent le secteur commercial moderne.

Problèmes du commerce de détail

La distribution des aliments au détail est très adaptée aux besoins de clientèles différentes. Elle a pour fonction d'offrir dans un endroit commodément situé un choix suffisant de produits alimentaires que la clientèle peut acheter à crédit ou au comptant, et de garantir la disponibilité et la qualité des produits. Généralement, les pauvres achètent leur nourriture dans des boutiques ou marchés proches de chez eux. Les boutiques sont de petites entreprises familiales très faiblement capitalisées, généralement autofinancées, dont les propriétaires ou gérants n'ont guère de qualification ni de formation. De plus en plus, les consommateurs moins pauvres font leurs courses dans des supermarchés modernes, identiques à ceux des grandes villes américaines ou européennes, qui utilisent des technologies modernes et du crédit (fourni par des banques ou par leurs fournisseurs).

Le clivage entre les petites boutiques

et les grands supermarchés est particulièrement marqué en Amérique latine, où la distribution des produits alimentaires a évolué pendant les années 70 à la suite de l'urbanisation galopante de la décennie précédente. Au début des années 90, les grands supermarchés détenaient près de 30 pour cent du marché de détail des produits alimentaires dans la plupart des villes d'Amérique latine. Situés au centre des villes ou dans les quartiers résidentiels et offrant une grande diversité de produits, ces supermarchés offrent des services très efficaces à la clientèle à revenus moyen et supérieur. Les boutiques et marchés traditionnels continuent à desservir les quartiers pauvres, en s'adaptant à l'expansion constante de leur demande. Ce dualisme typique de l'Amérique latine se trouve rarement dans les autres régions en développement.

Dans beaucoup de villes, les marchés de détail ne se sont pas développés assez vite pour satisfaire les besoins de la population urbaine toujours plus nombreuse et pour accueillir un nombre croissant de marchands. Ils sont encombrés et désorganisés et la situation sanitaire y est déplorable. L'infrastructure de base (eau, électricité et égouts) manque ou fonctionne mal aussi bien dans les nouveaux marchés que dans les anciens. Il n'y a pas assez d'espace pour entreposer les marchandises et les conserver sous froid. Comme les marchés de gros, les marchés de détail sont souvent mal gérés et les marchands sont souvent écrasés par une taxation abusive et par des collisions entre la direction du marché et les grandes entreprises.

Un des moyens auxquels ont souvent recours les marchands quand ils ne peuvent pas trouver de place au marché consiste à créer chaque fois que possible des marchés spontanés à proximité des consommateurs. Les trois quarts des marchés de détail de Dakar se sont ainsi développés spontanément, de même que 60 pour cent des marchés aux fruits et légumes de New Delhi. A Lima, 72 seulement des 306 marchés examinés sont établis dans des installations municipales; les autres se sont développés spontanément, souvent à proximité des bidonvilles dans des zones mal viabilisées.

Une partie importante de la distribution des aliments en ville est assurée par les vendeurs des rues. Leur importance, qui tient à la fois aux nouveaux modes de vie urbains (le lieu de travail est souvent loin du domicile, les femmes travaillent à l'extérieur) et à la pauvreté, varie selon les villes en fonction des conditions socioéconomiques. Par exemple, les aliments achetés dans la rue représentent 20 à 25 pour cent des dépenses alimentaires des ménages à Bogota et Caracas contre 6 pour cent seulement à Buenos Aires²⁶. En Afrique, où il y a moins de grands établissements publics ou privés de restauration de masse, les aliments vendus dans la rue prennent de plus en plus d'importance.

Les coûts élevés et les inefficiences gonflent les prix à la consommation

Plusieurs facteurs se conjuguent dans les grandes villes des pays en développement pour accroître le coût de la livraison des produits alimentaires et

gonfler les prix à la consommation, qu'il s'agisse de défaillances du marché qui peuvent être corrigées, ou d'une augmentation des coûts réels qui résultent des problèmes spécifiques des filières alimentaires urbaines. Ces facteurs de coûts supplémentaires sont notamment:

- le manque de transparence du marché et le pouvoir oligopolistique d'un petit nombre de grossistes;
- l'absence d'économies d'échelle dans le système de distribution, qui tient en particulier au manque de capital;
- les coûts de transport bien supérieurs à ce qu'ils sont dans les zones rurales pour les aliments produits localement;
- les pertes importantes à tous les stades de la filière de distribution;
- le climat général de corruption et les pots-de-vin que doivent verser les marchands;
- la rémunération du risque qu'assument les grossistes en tant que créanciers de nombreux détaillants.

La situation économique générale de la ville influe aussi sur le fonctionnement des marchés de gros et de détail. Les autorités affirment souvent que la principale cause du prix élevé des produits est la multiplicité des intermédiaires. Mais elles hésitent souvent à moderniser les filières de distribution parce que les systèmes traditionnels emploient beaucoup de monde. Quand les villes se développent, la modernisation de la distribution des aliments s'accompagne d'une spécialisation croissante des intermédiaires et de la diffusion de nouvelles technologies (transport et entreposage sous froid,

système d'information permettant de suivre les stocks, etc.). Cette évolution est particulièrement apparente en Amérique latine où la commercialisation des produits alimentaires est souvent concentrée dans un nombre plus limité d'entreprises commerciales.

AMÉLIORATION DE L'EFFICIENCE DE L'APPROVISIONNEMENT ET DE LA DISTRIBUTION DANS LES VILLES

Dans les pays en développement, il est rare que l'amélioration générale des systèmes d'approvisionnement et de distribution soit considérée comme un objectif prioritaire de la politique alimentaire, qui en général consiste plutôt à subventionner les aliments de base ou à distribuer directement des vivres aux pauvres. Pourtant des mesures spécifiques peuvent être prises pour améliorer l'efficacité et l'équité de la distribution des aliments dans les villes à savoir notamment:

- construction de marchés et d'infrastructures;
- création de partenariats entre le secteur public et le secteur privé;
- développement de systèmes de crédit plus accessibles;
- renforcement des relations avec les producteurs;
- amélioration du cadre institutionnel;
- changement d'attitude dans le secteur public.

Construction d'infrastructures pour le commerce de gros et de détail

Pour améliorer l'approvisionnement et la distribution, il faut des infrastructures pour le commerce de gros et de

détail. Un nouveau marché doit être soigneusement planifié; il faut choisir avec soin le meilleur emplacement, déterminer les produits qui y seront vendus et les marchands qui y opéreront, les types d'installations et de services nécessaires, etc. Il faut tenir compte de la capacité financière des utilisateurs pour fixer les redevances à un niveau réaliste, suffisant pour payer l'entretien des installations, mais qui soit à la portée des marchands. Il faut régler toutes sortes d'autres problèmes: organisation et règlement, mode de gestion du marché, critères appliqués pour l'allocation des emplacements, etc. Au niveau central, les urbanistes doivent étudier les flux de circulation des produits alimentaires pour pouvoir déterminer et répartir l'enveloppe financière nécessaire pour construire ou améliorer les grandes infrastructures (abattoirs, marchés de gros, gares routières, grandes routes, etc.).

Les marchands locaux qui distribuent les produits alimentaires et leurs organisations doivent jouer un rôle dans la planification des zones urbaines en expansion. Ils doivent créer de nombreux marchés, surtout dans les quartiers mal desservis, moderniser ceux qui existent déjà, accroître leur capacité, améliorer les infrastructures et les services, réviser les règles de gestion et prévoir des espaces pour les différentes activités commerciales et de transport qu'implique la distribution des vivres dans les villes. Les efforts de planification et d'organisation ne servent à rien si l'exécution est entravée par le manque de formation et d'information ou par le manque d'espace pour une fonction spécifique, par exemple une activité commerciale. Les

consommateurs et leurs représentants doivent être consultés pour mettre au point des solutions novatrices aux problèmes de distribution et d'accès.

Rôle du secteur privé et nouveaux partenariats

Dans la plupart des grandes villes du monde en développement, les organisations locales de commerçants ont repris une partie des fonctions qui relevaient autrefois du secteur public, en particulier la construction et l'organisation des marchés. Mais les grandes infrastructures telles que les halles ou les abattoirs peuvent difficilement être financées par des fonds privés car les ressources sont limitées et il y a des conflits de priorité. Il faut donc encourager d'autres acteurs du secteur privé ainsi que les organismes publics à participer au financement et à la gestion de ces grandes installations. De telles participations sont fréquentes pour les installations nécessaires aux exportations (entrepôts, matériel de maintenance, équipement de transport); l'investissement dans les infrastructures et services nécessaires à la distribution des vivres en ville devrait bénéficier d'un soutien analogue.

Il importe particulièrement de mobiliser la coopération de tous les acteurs – les usagers, le secteur public (administrations des responsables des infrastructures et des viabilités) et le secteur privé (entreprises d'alimentation collective, associations professionnelles, banques, négociants, etc.). L'action des pouvoirs publics doit être bien définie. Il faut en particulier éviter de construire des installations grandioses et coûteuses comme on l'a fait trop souvent dans le

passé et privilégier au contraire des équipements plus pratiques et mieux adaptés. Le secteur public doit assurer la viabilité des marchés (en prévoyant les réseaux de transport, l'approvisionnement en eau et en électricité, les égouts, etc.) et encourager la participation des usagers (grossistes) au financement des superstructures (sanitaires, entrepôts, etc.). Pour financer les structures nécessaires, il est possible d'émettre des obligations à longue échéance qui seront remboursées au moyen de modestes redevances d'utilisation. Des formules analogues peuvent être utilisées pour les marchés de détail, en coopération avec les associations de commerçants.

Accès au crédit

Le manque de crédit est un obstacle majeur pour tous les acteurs de l'approvisionnement et de la distribution. Les crédits bancaires sont généralement limités au secteur commercial d'import-export. Il est essentiel d'améliorer les liquidités et l'assiette financière du secteur de la distribution des produits alimentaires avec la participation des banques privées. Il faudra pour cela examiner les problèmes spécifiques des marchés agricoles (instabilité, risques) et adapter en conséquence les procédures de crédit et de garanties.

Les systèmes de distribution des aliments dans les villes doivent adopter les technologies modernes à mesure qu'elles deviennent disponibles. Cela ne signifie pas qu'il faille sacrifier le secteur traditionnel dominé par les petits commerces. Il faut une action soutenue de développement du crédit et de l'assistance technique, avec la participa-

tion des chambres de commerce locales et des associations de commerçants. Par exemple, les pouvoirs publics peuvent appuyer les programmes privés de crédit en garantissant les prêts de modernisation ou en effectuant le tri initial des demandes de crédit ou en établissant des directives à l'intention des emprunteurs, pour réduire le coût administratif du traitement des demandes de prêts.

Les formules qui ont donné de bons résultats doivent être analysées et adaptées au contexte et aux besoins locaux. On peut citer par exemple le nouveau centre commercial ouvert à Nouakchott (Mauritanie) à la fin de 1997 par une entreprise féminine, avec l'appui d'un programme gouvernemental destiné à faciliter aux femmes l'accès au crédit pour la création d'entreprises²⁷.

Renforcement des organisations de producteurs en amont

Pour optimiser le système des prix, il est essentiel que le commerce de gros soit concurrentiel. Pour renforcer la concurrence, les organisations de producteurs peuvent utiliser leur pouvoir de négociation lorsqu'elles vendent leurs produits aux grossistes. Si elles maintiennent une présence sur les marchés de gros, elles peuvent obtenir efficacement des informations fiables sur les cours et l'offre des produits²⁸. Elles acquièrent ainsi un certain pouvoir dans leurs tractations avec les grossistes et ces informations aident les producteurs à optimiser leurs décisions en matière de semis, de récolte et de prix en fonction du marché.

Un environnement institutionnel favorable

Les organisations locales de commerçants peuvent jouer un rôle important dans l'organisation du ravitaillement de leurs villes mais l'action des pouvoirs publics est essentielle pour créer un cadre institutionnel favorable à une commercialisation efficace des produits alimentaires. L'organisation rationnelle et la modernisation des filières d'approvisionnement et de distribution nécessitent un cadre juridique cohérent et transparent définissant clairement les droits et les obligations de toutes les parties.

Les fonctions de réglementation de l'approvisionnement et de la distribution sont souvent réparties entre diverses administrations qui ne coordonnent pas leur action. Leurs activités doivent être harmonisées et renforcées. Un des rôles essentiels des pouvoirs publics est de faire appliquer les prescriptions en matière d'innocuité et de qualité des aliments.

Sensibilisation et modification des attitudes dans le secteur public

Les administrations locales ne se rendent pas encore bien compte que l'amélioration des systèmes d'approvisionnement et de distribution des aliments sur le plan tant matériel qu'organisationnel et financier peut influencer sur tout le fonctionnement de la ville et sur les conditions de vie de la population. Les ressources peu abondantes et le rythme de la croissance urbaine rendent la tâche encore plus urgente. Les administrations locales doivent résoudre des questions épineuses et faire des choix politiquement délicats: établissement

des priorités; justification de dépenses qui peuvent profiter à un groupe de population au nom de l'intérêt de tous; et évaluation des avantages politiques d'une option donnée. Les priorités varient nécessairement d'une ville et d'un pays à l'autre, selon le niveau de développement général et les structures et installations existantes. Toutefois, il est clair que les acteurs du secteur public comme du secteur privé ont besoin de mieux connaître les conditions et les problèmes des systèmes urbains d'approvisionnement et de distribution. Ils ont besoin pour cela d'informations et d'outils de décision.

Il est possible d'améliorer la coordination entre les administrations nationales et les administrations municipales. Les ministères de l'agriculture n'interviennent pas dans l'administration municipale et tendent à considérer que leurs mandats sont essentiellement les producteurs agricoles. Ils devraient pourtant savoir que la demande urbaine ne peut servir de moteur à la modernisation de l'agriculture en l'absence de filières efficaces d'approvisionnement et de distribution. Ils peuvent jouer un rôle fondamental en organisant les filières de distribution dans le secteur agricole et en améliorant la commercialisation des produits, en assurant la circulation de l'information et en établissant des infrastructures de base adéquates. L'amélioration des filières de distribution accroîtra en outre les revenus des agriculteurs. Les services nationaux de commercialisation des produits agricoles s'intéressent surtout aux secteurs modernes d'import-export et de grande distribution et tendent à négliger le fonctionnement des marchés urbains. Quant aux autori-

tés municipales, elles considèrent que la question des vivres est un problème économique qui concerne le monde rural et axent leurs efforts de planification sur la modernisation et sur les besoins des classes privilégiées.

Il est donc essentiel de faire mieux comprendre à tous ces acteurs ce qu'implique l'approvisionnement des villes et l'importance des enjeux, de les faire participer à une stratégie globale et de déterminer les responsabilités de chacun. Il importe de créer ou renforcer des institutions de coopération regroupant politiciens, administrateurs, négociants, marchands et techniciens à tous les niveaux (Etat, région, municipalité). La mise en œuvre d'une stratégie globale pour résoudre les problèmes d'approvisionnement et de distribution dans les villes suppose un investissement public important dans l'information et le renforcement des compétences techniques à tous les niveaux. Les donateurs et les organisations internationales peuvent appuyer cet effort de plusieurs façons. L'amélioration de l'information et des compétences des autorités municipales peut être un domaine d'intervention très important à l'appui d'un développement décentralisé. Il peut aussi être très utile d'appuyer la formulation des politiques, stratégies et programmes en vue d'améliorer les systèmes d'approvisionnement et de distribution; c'est l'objectif par exemple du *Programme sous-régional de la FAO sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes d'Afrique francophone* ainsi que du *Programme interrégional sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes*.

NOTES

1 Pour la période 1990-1992, on estime maintenant que le nombre de sous-alimentés s'élevait à 822 millions contre l'estimation de 840 millions présentée au Sommet mondial de l'alimentation et citée dans *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 1997*; cette différence découle de la révision à la baisse des estimations faites par l'ONU de la population totale de certains pays où la malnutrition est importante. Ces révisions ont aussi rendu nécessaire une réévaluation du nombre de sous-alimentés au cours de périodes antérieures; de légers ajustements ont donc été apportés aux estimations pour un certain nombre de pays. On notera que les changements indiqués pour le début des années 90 sont basés sur l'hypothèse que le coefficient de variation de la répartition des aliments à l'intérieur des pays est resté constant entre 1990-1992 et 1994-1996.

2 Pour certains indicateurs, les données ne sont pas disponibles pour l'ensemble des 98 pays.

3 De plus en plus de ruraux ont des activités économiques hors agriculture, comme on le verra dans le chapitre III intitulé *Les revenus ruraux non agricoles dans les pays en développement*.

4 Ce bilan est basé sur les informations disponibles en mai 1998. On trouvera des données plus à jour sur l'offre et la demande de céréales dans

le rapport bimestriel de la FAO *Perspectives de l'alimentation*.

5 L'agriculture au sens large comprend l'agriculture, la foresterie, les pêches, la gestion des terres et des eaux, les agro-industries, l'environnement, les industries fabriquant des intrants et des machines agricoles, l'aménagement régional et l'aménagement des bassins et le développement rural.

6 L'agriculture au sens étroit ne comprend que l'agriculture proprement dite (cultures et élevage), les forêts, les pêches et la mise en valeur des ressources en terre et en eau.

7 D'après les renseignements dont disposait le Programme alimentaire mondial (PAM) en mai 1998.

8 Les expéditions d'aide céréalière sont enregistrées sur la base de la campagne juillet/juin tandis que les expéditions d'aide non céréalière sont enregistrées sur la base de l'année civile.

9 Le présent rapport se fonde sur les informations disponibles en mai 1998. Des informations à jour sur les cours des céréales sont données dans la publication bimensuelle de la FAO *Perspectives de l'alimentation*.

10 Sauf indication contraire, les estimations et prévisions figurant dans le présent chapitre sont tirées de FMI. 1998. *Perspectives de l'économie mondiale*. Washington.

11 La plupart des instituts et organismes spécialisés partagent cet optimisme général au sujet des perspectives économiques d'ensemble et prévoient que le ralentissement actuel de l'activité économique sera moins marqué que ceux du milieu des années 70, du début des années 80 et du début des années 90. Il faut toutefois souligner que dans la situation instable actuelle, toute prévision économique est très sujette à caution. Il en va de même des hypothèses concernant les marchés agricoles, notoirement caractérisés par une grande instabilité.

12 Ces prévisions concernant l'agriculture ont été établies pour la FAO par l'Institute for Policy Analysis de l'Université de Toronto, Canada, en liaison avec le modèle de prévisions économiques du projet LINK.

13 Ces pays font partie du groupe défini depuis longtemps par la FAO des pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV). Les importations de produits vivriers absorbent 25 pour cent ou plus des recettes d'exportation de chacun de ces pays. Ce groupe comprend les 31 pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Haïti, Lesotho, Maldives, Mali, Mauritanie, Mozambique, Népal, Nicaragua, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Rwanda, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Togo et Yémen.

14 L'impact limité de la crise sur l'économie de ces pays tient à ce que ces derniers ne sont pas intégrés dans l'économie mondiale et en particulier à ce que les flux de capitaux privés y jouent un rôle limité (sauf en Egypte, où les taux de croissance élevés des dernières années ont été soutenus par des investissements privés). En Afrique subsaharienne, où se trouvent la plupart des pays de ce groupe (17 sur 31), l'investissement privé ne représente qu'environ les deux tiers de l'investissement total. Cette région n'attire que 2 à 3 pour cent de l'investissement étranger direct mondial.

15 US Bureau of the Census. (Avril) 1998. International Programs Center.

16 ONU. 1997. *World urbanization prospects: the 1996 revision*. Division de la population de l'ONU, New York.

17 Strictement parlant, le champ sémantique de «ville» n'est pas identique à celui de «urbain». Les zones urbaines sont définies différemment selon les pays, généralement par le nombre d'habitants. Au Sénégal, une zone urbaine a au moins 10 000 habitants; au Pérou, une agglomération de quelques centaines d'habitants est considérée comme urbaine. Une ville est une zone urbaine, en général définie par la taille de sa population, mais c'est aussi un complexe d'activités économiques, sociales et autres impliquant un mode de vie différent de celui de la campagne.

18 Toutes les projections de la population et de l'urbanisation sont tirées de ONU *op. cit.*, note 16.

19 Asaduzzaman. 1989. Cité dans D. Drakakis-Smith. 1992. Food production and under-nutrition in the Third World. *Hunger Notes*, 18(2): 5-6.

20 Banque mondiale. 1991. *Urban policy and economic development*. Washington.

21 IFPRI. 1996. Urban challenges to nutrition security: a review of food security, health and care in the cities (manuscrit non publié). Washington.

22 Tabatabai (1993), Gebre (1993), Maxwell *et al.* (1995). Cité dans IFPRI, *op. cit.*, note 21.

23 ONU. 1995. *The challenge of urbanization*. New York.

24 Selon l'IFPRI, *op. cit.*, note 21, les problèmes de distribution des aliments dans les villes ont été identifiés par Mittendorf et Abbott (1979) et Lourenco-Lindell (1995), mais la recherche sur les filières alimentaires urbaines est le plus souvent très localisée et conçue dans l'optique limitée d'acteurs particuliers. Le Programme FAO sur l'approvisionnement et la distribution alimentaires des villes, actuellement en cours, apporte un éclairage nouveau et permet de mieux comprendre la question sur la base d'études de cas (en cours).

25 Il y a toutefois des exceptions, par exemple les halles de Bouaké, une ville

de Côte d'Ivoire qui compte environ 300 000 habitants, et le marché aux poissons de Dakar, Sénégal.

26 FAO. *Etude de la commercialisation des produits alimentaires dans les grandes villes du monde en développement* (à paraître).

27 *National Report on Implementation of the World Food Summit Plan of Action*. Mauritanie, janvier 1998.

28 Voir par exemple le système intéressant d'information sur les prix existant en Indonésie, par A. Sheperd et A.J.F. Schalke dans FAO. 1995. *An assessment of the Indonesian Horticultural Market Information Service*. Rome.

29 Par exemple une enquête sur la consommation alimentaire entreprise dans le nord-est de la Thaïlande a révélé que la consommation de poisson était cinq à six fois supérieure aux captures enregistrées de poissons du Mékong. Voir *Mekong Fisheries Network Newsletter*, août 1996, 2(1).

Programme interrégional de la FAO *Approvisionnement et distribution alimentaires des villes*

L'objectif de ce Programme est d'améliorer la sécurité alimentaire des consommateurs urbains à faible revenu dans les pays en développement et en transition par une meilleure prise en compte des aspects de la commercialisation des produits alimentaires dans les politiques et les programmes de développement et de gestion des espaces urbains. En fonction du soutien des bailleurs des fonds, ce Programme:

- réalise et lance des activités de recherche sur des thèmes spécifiques;
- publie et diffuse la documentation technique à travers la Revue et la Collection *Aliments dans les villes*;
- mène des activités d'information et de sensibilisation à l'intention des décideurs urbains aux niveaux régional et national;
- mène des activités d'information et de formation pour les cadres techniques des Collectivités locales, les responsables des marchés urbains, les commerçants et les transporteurs;
- stimule le dialogue et la collaboration entre les Collectivités locales et les opérateurs commerciaux privés;
- encourage l'assistance technique et l'échange d'expériences et de connaissances entre Collectivités locales dans les sens Nord-Sud et Sud-Sud;
- fournit une assistance technique directe aux Collectivités locales:
 - pour analyser les systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaires de villes spécifiques;
 - pour la formulation des politiques urbaines, des stratégies et des programmes pour le développement des systèmes de commercialisation.

De nombreux partenariats ont été établis avec des institutions nationales et internationales de recherche et de développement pour renforcer l'impact des activités.

Le Programme a développé une méthodologie interdisciplinaire concernant l'analyse des systèmes complexes de commercialisation dans un contexte dynamique.

Les institutions, les professionnels et les chercheurs individuels de tous les pays peuvent s'inscrire gratuitement au Réseau *Aliments dans les villes*. Les membres peuvent obtenir un accès privilégié à la documentation technique, aux CD-Roms et à l'information relative aux activités du programme.

Pour tous renseignements complémentaires, contacter le Bureau de la Représentation de la FAO dans votre pays, le Bureau de Coordination du Programme ou le site Web.



Programme interrégional
Approvisionnement et distribution alimentaires des villes

Adresse électronique: sada@fao.org

Revue et Collection
Aliments dans les villes

Adresse électronique: sadaseries@fao.org

Réseau
Aliments dans les villes

Adresse électronique: sadanet@fao.org

Adresse:

Service de la commercialisation
et des financements ruraux (AGSM)
FAO

Viale delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

Téléphone: (+39) 06 5705 5119
Télécopie: (+39) 06 5705 6850 • 06 5705 4961

www.fao.org/ag/sada.htm